



« Écrire l'Histoire »

GUIDE PRATIQUE



CONTACT

Institut CGT d'histoire sociale de la métallurgie

94 rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris
01 53 36 86 38 | ih.s.gas@free.fr

Brochure réalisée par Emeric Tellier et Rudy Jean-François | version 1 - avril 2016
Imprimerie Rivet Presse Édition - Limoges

En couverture :

Façade de la Maison du métallurgiste au 94 rue d'Angoulême,
devenue rue Jean-Pierre Timbaud à Paris (1937)
© Rudy Jean-François | coll. IHS CGT Métallurgie

**Écrire l'Histoire.
Guide pratique**



Connaître le passé pour comprendre le présent et préparer l'avenir © IHS CGT métallurgie

Avant propos

Voilà un guide pour écrire l'histoire.

Pourquoi un tel guide ?

Parce que, que l'on en ait conscience ou pas, l'histoire reste un enjeu.

Parce que les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes.

La grande Histoire, l'histoire officielle, l'histoire des gouvernants, est toujours à l'image d'un torrent. Elle fait peu de cas des anecdotes, des évènements dits mineurs, de ces scories, qui font le relief sans parvenir à changer le cours du fleuve. Comme l'écrit Michèle Riot-Sarcey : « Tous ces fragments de mémoire ne participent pas au sens de l'histoire tel que le conçoivent les libéraux. »

Et de poursuivre : « Solidarité, unité, lutte des classes, ne semblent plus faire sens pour nos contemporains. »

Voilà pourquoi il faut faire entendre la voix des syndicalistes dans ce concert d'affirmations.

Loin de vouloir s'opposer aux historiens de profession, cet outil peut permettre à chacun de s'appuyer sur leurs travaux, s'enrichir de leurs publications pour y apporter le supplément de vécu, de regard et d'analyse qui appartient aux hommes engagés au quotidien dans la réalité des luttes sociales.

Le grand historien Jacques Le Goff écrivait : « Je ne réclame aucun monopole pour les historiens scientifiques. Les dilettantes et les vulgarisateurs de l'histoire ont leur agrément et leur utilité ; et leur succès témoigne pour le besoin qu'éprouvent les hommes d'aujourd'hui de participer à une mémoire collective. Je souhaite que l'histoire, tout en devenant plus scientifique, puisse demeurer un art. Nourrir la mémoire des hommes demande autant de goût, de style, de passion que de rigueur et de méthode ».

La fédération des travailleurs de la métallurgie et son institut d'histoire sociale ont souhaité créer les conditions pour qu'un tel outil soit appréhendé à sa juste mesure et que sa diffusion soit la plus large possible.

Nous n'avons pas l'ambition, ou l'illusion, de vouloir faire de chaque militant un historien. Mais il nous paraît essentiel de fournir à chacun les moyens d'apporter sa pierre à l'édifice.

Écrire notre histoire participe aussi, de l'activité et de la lutte syndicale au quotidien.

Claude Ven

Président
IHS Métaux

Frédéric Sanchez

Secrétaire général
FTM-CGT

Introduction

L'actualité ne cesse de démontrer que l'histoire constitue un enjeu politique important. L'effacement des luttes sociales et des travailleurs des programmes scolaires et des médias, la récupération politique de grandes figures du mouvement ouvrier, le dénigrement de l'engagement militant ou encore la négation du rôle émancipateur des organisations syndicales et démocratiques sont autant d'illustrations de la violente campagne idéologique qui est menée depuis plusieurs années.

L'université n'échappe pas à cette lame de fond et on ne peut que constater le recul de l'histoire sociale dans les institutions comme dans les préoccupations des historiens.

Plusieurs raisons expliquent cette situation : le choc de l'effondrement de l'Union soviétique, le départ en retraite d'une importante génération de chercheurs sans que la relève soit aussi nombreuse, la privatisation rampante de l'université qui entraîne une baisse des dotations financières et humaines, la montée en puissance de nouveaux champs de recherches (histoire culturelle, urbaine, des genres ou encore de l'immigration), tandis que se développe l'histoire économique des entreprises.

Il y a, sur ce dernier point, un enjeu particulier.

Les entreprises font de plus en plus appel aux historiens et aux archivistes professionnels, financent des recherches, publient des ouvrages, organisent des expositions défendant une histoire d'entreprise dans laquelle les directions sont saluées pour leur résultats économiques, tandis que les luttes et les salariés sont singulièrement absents.

Campagne de réhabilitation de Louis Renault, portail « Histalu » sur l'histoire des entreprises de l'aluminium, centre d'archives du groupe PSA, musée Michelin à Clermont-Ferrand sont autant d'exemples dotés de moyens humains et matériels considérables.

Le mouvement syndical a donc une responsabilité particulière dans l'écriture et la transmission de l'histoire et de la mémoire du travail, des travailleurs et de leurs organisations. Parce qu'il est acteur de cette histoire et détenteur de fonds d'archives incontournables sur ces questions, il peut et doit s'exprimer, pour faire connaître son passé et défendre ses positions.

Il ne s'agit pas pour autant de se contenter d'une histoire « officielle », déconnectée de la réalité des faits, mais bien de se plonger dans les sources, de s'y confronter pour mieux appréhender les événements passés.

Cette brochure, sans être un manuel du parfait historien, se veut un guide de bonnes pratiques pour aider les militants qui souhaiteraient se lancer dans la rédaction d'articles, d'ouvrages ou encore d'expositions à satisfaire les critères d'objectivité et de scientificité développés par la discipline historique.

L'Institut d'histoire sociale
de la métallurgie

Le métier d'historien



Le métier d'historien fait référence au « professionnel de l'histoire, c'est-à-dire à un individu pour qui la recherche historique est un métier, qui est par conséquent formé et rémunéré comme tel.¹ »

Cette définition exclut les historiens autodidactes, ceux que l'on appelle communément les « historiens du dimanche ».

Pourtant, on estime aujourd'hui que les 4/5 de la production historique est justement le fait d'autodidactes, que ce soit des hommes politiques, des journalistes, des généalogistes ou encore des passionnés comme les membres des instituts d'histoire sociale.

Il est évident que l'obtention de diplômes et la participation à la vie institutionnelle de la profession sont - en principe - des garanties de probité et de scientificité. Il n'en reste pas moins qu'un historien autodidacte peut produire des travaux de qualité.

Pour ne prendre qu'un exemple, en ces années de commémoration du centenaire de la Première Guerre mondiale, citons l'ouvrage de Frédéric Mathieu, qui se définit comme un chercheur indépendant, sans formation historique particulière. Intitulé *14-*

18, les fusillés et paru aux éditions Sébirot en 2013, ce travail abordant le cas des militaires dits « fusillés pour l'exemple » est salué largement, notamment pour le travail méticuleux de dépouillement d'archives militaires dont l'existence était pourtant connue des historiens professionnels.

Si la passion pour l'histoire est ancienne (songez à Hérodote par exemple !), la profession d'historien est assez récente, puisqu'elle émerge dans le dernier quart du XIX^e siècle grâce au soutien, pas forcément désintéressé, de la Troisième République.

Jusqu'à la fin du Second Empire, l'histoire est dominée par la littérature et la philosophie. Elle est également subordonnée aux enjeux politiques et notamment aux luttes menées par les courants catholiques conservateurs contre les acquis de la Révolution française. Une part importante de la production historique est alors le fait de membres de l'Église, de la noblesse ou encore des professions libérales.

La Troisième République se préoccupe de combattre les conservateurs et de défendre une vision républicaine de l'histoire. Pour cela, les facultés de lettres et de sciences sont considérablement renforcées et l'histoire profite largement de cette amélio-

¹ Gérard Noiriel, « Naissance du métier d'historien », *Genèses*, n° 1, 1990, pp. 58-85.

ration. Une jeune génération d'historiens participe pleinement de ce mouvement et joue un rôle central dans la refonte de l'enseignement. Cette génération obtient que l'histoire ne soit plus simplement un instrument au service des luttes politiques mais une discipline autonome du politique et des autres disciplines.

Ce combat pour conserver son objectivité et lutter contre les tentatives d'instrumentalisation politique est permanent, comme en témoignent l'adoption de lois mémorielles par le Parlement. L'histoire ne doit pas s'écrire à coups de lois !

Après un siècle d'existence, cette profession est toujours en continuelle évolution, comme en témoignent la place nouvelle prise par l'informatique et les bases de données, l'ouverture de nouveaux champs de recherches comme l'histoire urbaine par exemple, ou encore le développement de l'interdisciplinarité (partage de méthodologies ou de champs de recherches avec d'autres disciplines comme la sociologie, la science politique, la géographie, le droit, etc.).

Peu à peu, la profession s'est dotée :

1. d'une formation universitaire à la discipline historique, ce qui suppose un ensemble de pratiques et de connaissances communes,
2. d'un réseau d'associations et de revues. Pour ce qui nous concerne plus particulièrement : *Le Mouvement social*, *la Revue d'histoire*, *Cahiers d'histoire critique*, le dictionnaire biographique *Le Maitron* et son association ou encore l'Association française pour l'histoire des mondes du travail,
3. d'une déontologie et une méthode de travail.

Attardons-nous sur ce dernier point qui est le plus intéressant pour nous.

Déontologie et méthode historique



L'histoire est-elle objective ?

Évidemment non, et cela pour plusieurs raisons. L'histoire étant une interprétation des faits passés, son écriture est donc fonction de la personne qui l'écrit, des sources qui ont été consultées, du contexte d'écriture mais également de lecture.

L'exemple du match de sport est éclairant : demandez à chaque spectateur et à chaque téléspectateur de raconter l'histoire du match et vous aurez... autant de versions que d'individus ! Certes, la trame sera la même (nombre de points marqués, actions marquantes), mais les détails seront plus variés et souvent personnels, ce qui rend impossible l'écriture d'une histoire totale définitive, incontestable, vraie. Ceci est encore aggravé par le temps qui passe. Car les souvenirs s'effacent, se reconstruisent !

Plus que l'objectivité, c'est l'honnêteté intellectuelle qui doit s'imposer : citer systématiquement ses sources, mentionner sa bibliographie, ne pas tronquer les citations à mauvais escient, mobiliser un appareil critique pour ses sources et ses outils, nuancer ses conclusions dans la mesure où l'histoire n'est qu'une histoire par « traces », multiplier ses sources, etc.

Pour garantir cette déontologie, il est essentiel de suivre la méthode historique pour laquelle on distingue cinq étapes.

Cette division, nécessaire pour faciliter la présentation, est toutefois artificielle, dans la mesure où ces étapes se nourrissent entre elles. La fréquentation des fonds d'archives ou la lecture d'ouvrages historiques stimulent en effet la réflexion, font surgir de nouveaux questionnements et affinent notre regard critique sur les sources. Tout cela est dialectique !

Pour illustrer ces différentes étapes, on s'appuiera sur un exemple, celui d'une grève d'entreprise victorieuse au milieu des années soixante-dix.

1. Hypothèses de travail

Partir d'une ou plusieurs hypothèses de travail est essentiel dans la mesure où ce sont à partir des questions que nous nous posons que nous pouvons réfléchir sur l'intérêt et la faisabilité d'un sujet.

Cela permet, d'une part, de mettre à plat les objectifs que nous poursuivons avec ce travail et, le cas échéant, de reconnaître que les résultats obtenus ne correspondent pas à ceux attendus initialement.

Il n'est donc pas interdit d'abandonner des hypothèses en cours de recherche !

Exemple : la victoire obtenue lors de cette grève est intéressante. On peut imaginer que plusieurs facteurs peuvent l'expliquer (activité régulière du syndicat, unité des salariés, soutien de la population, etc.). Questionner ces facteurs conduit à se demander quelles sources pourraient permettre de répondre à nos interrogations.

2. Construire l'objet de sa recherche

Il faut définir clairement les limites de son sujet. S'interroger sur son objet permet d'éviter de partir dans tous les sens, de se noyer dans les fonds d'archives ou encore d'apporter un regard neuf sur un sujet déjà bien abordé.

Exemple : il faut se questionner sur la « grève », en tant qu'événement social ayant ses caractéristiques et ses évolutions dans le temps. Pour juger l'ampleur et la nature de cette grève, il faut pouvoir la comparer avec d'autres grèves, apprécier son déroulement, la replacer dans une chronologie plus large (régionale, voire nationale).

Il est important de définir les bornes chronologiques de son travail. L'histoire s'intéresse aux causes et aux conséquences des événements. Les causes sont souvent antérieures au jour du déclenchement de la grève, tout comme les conséquences ne cessent pas au lendemain de la reprise du travail.

Il faut donc s'interroger sur les bornes chronologiques de son travail et ne pas hésiter à remonter plusieurs mois voire plusieurs années en amont comme en aval.

3. Établissement des faits

Il s'agit sans aucun doute de l'étape la plus passionnante du travail d'historien. La plongée dans les fonds d'archives, l'organisation d'entretiens avec d'anciens acteurs, le visionnage de documents photographiques ou audio-visuels, la lecture d'ouvrages historiques sont incontournables pour accumuler la matière première indispensable à la rédaction.

Il faut travailler de manière méthodique, afin de pouvoir citer la provenance de ses affirmations et de ses exemples. Il ne faut

pas se contenter d'un fonds d'archives ou d'un type de sources, mais au contraire multiplier si possible les entrées de manière à confronter les sources.

Exemple : dans notre exemple, la consultation des archives du syndicat, la réalisation d'entretiens avec d'anciens acteurs sont évidents. Mais il ne faut pas non plus négliger la presse généraliste régionale, les archives policières (accessibles aux archives départementales), les archives de l'entreprise, les réactions patronales ou encore des autres organisations syndicales.

Les témoignages des acteurs, une source précieuse pour l'historien
© IHS CGT métallurgie



4. Critique des sources

L'un des apports de l'histoire réside dans l'approche critique des sources. On critique un document à partir de ce que l'on connaît du sujet, du lieu, du moment. La critique s'affine donc au fur et à mesure que notre connaissance de l'histoire s'approfondit.

Cet appareil critique se décompose de la manière suivante :

Critique externe. Le papier, l'encre, les caractéristiques techniques du document correspondent-ils avec le contenu du document ?

Exemple : un courrier imprimé sur papier au milieu de papier-carbone dans une boîte d'archives doit interpeller : quelles sont les raisons de la présence de ce document ?

Critique interne. Le contenu du document, la compatibilité entre les faits énoncés et sa date. Il faut pour cela rapprocher ce document avec d'autres de la même période ou abordant la même question.

Exemple : la comparaison de différentes versions d'un même document est parfois plus intéressante que le document définitif, car elle permet de connaître ce qui a été supprimé ou ajouté.

Auteur. Qui est-il ? Quand écrit-il ? Quelles précautions devons-nous prendre ?

Exemple : les archives d'origine policière imposent de faire attention aux services producteurs. Certains n'hésitent ainsi pas à « gonfler » le nombre de grévistes ou à « durcir » la tonalité de la grève de manière à justifier leur existence ou à obtenir davantage de moyens.

Destinataire. Qui est-il ? Combien sont-ils ?

Exemple : une résolution de congrès n'a pas la même portée, ni le même contenu qu'une correspondance privée.

Date de production et de réception. Les dates sont importantes pour bien connaître le contexte de production et de diffusion du document.

Exemple : un courrier peut être rédigé le 2 juin, mais reçu seulement le 15 juin, ce qui peut avoir un impact sur notre perception des événements.

Création et vie du document. Il est intéressant de regarder la manière dont le fonds d'archives a été constituée pour mieux comprendre et analyser le document.

Exemple : il arrive que de la documentation (coupures de presse, brochures, données chiffrées) subsiste dans les dossiers de travail, ce qui nous renseigne sur les lectures et les connaissances du producteur du fonds.

Critique de la sincérité. Y a-t-il des mensonges ou des omissions volontaires dans le document ? Comment les mémoires individuelles et collective ont-elles déformés le témoignage ?

Exemple : les résultats annoncés pour les élections professionnelles n'évoquent pas le nombre de votants, mais simplement le suffrage obtenu, ce qui peut cacher en fait une défaite.

Exemple : Un témoin interrogé à plusieurs reprises dans le temps ne livrera pas nécessairement une version identique à chaque fois.

Critique d'exactitude. Des erreurs ont-elles été commises par l'auteur ?

5. Interprétation et mise en cohérence

L'histoire n'est pas une collection de faits et de dates ! Il est donc essentiel de donner un sens aux faits, en les interprétant et en les associant les uns aux autres.

Pour cela, il faut, même si cela est très compliqué, prendre en compte les mentalités, le contexte de l'époque, essayer de se projeter, de se mettre dans la peau des contemporains que nous étudions.

Exemple : les associations d'anciens combattants de la Première Guerre mondiale ou encore les mutuellistes étaient bien plus nombreux que les syndiqués durant l'entre-deux-guerres, ce qui relativise le poids du syndicalisme.

Il faut prendre garde à l'anachronisme ou au raisonnement téléologique, c'est-à-dire à la démarche qui consiste à expliquer les actions des individus en fonction du résultat final. Il doit exister une relation de cause à effet dans laquelle l'effet ne peut précéder la cause. Nous avons pour nous le recul de l'histoire, ce que n'était pas le cas des contemporains du document !

Il est également important de réfléchir sur le temps historique et sa périodisation : les ruptures, les continuités, la pluralité des temps.

Fernand Braudel distinguait trois temps de l'histoire : l'histoire immobile du temps très long / l'histoire plus mobile du temps des groupes sociaux, de la société et de ses institutions / l'histoire encore plus mobile du temps de l'individu.

Notre attention est souvent focalisée sur les ruptures, sur les temps forts, mais il faut bien noter qu'il est difficile d'en juger l'ampleur si nous méconnaissons les continuités.

Exemple : dans le cas d'un grève, il y a le temps des causes, le temps de la grève en tant que tel, le temps de la postérité de la grève et de sa mémoire. Au sein de chaque temps, il est possible de distinguer des sous-périodes (les causes peuvent être immédiates ou plus lointaines, le déroulement d'une grève est souvent composé de « pics » de mobilisation et de décrues).



N'hésitez pas à conserver une trace de vos investigations historiques ! © IHS CGT métallurgie

Les dix commandements de l'historien



- 1.** Définissez les limites chronologiques, géographiques et thématiques de son sujet, en prenant en compte le temps imparti et la nature du projet. À sujet équivalent, le travail de recherche et d'écriture n'est pas le même pour un livre de 200 pages, un article de 2 pages ou une exposition de 12 panneaux !
- 2.** Posez-vous la question du public auquel vous vous adressez.
- 3.** Veillez à la diversité et à la disponibilité de vos sources, tant dans leur nature (correspondance, compte-rendu, iconographie, presse, etc.) que dans leur origine (syndicats, entreprises, inspection du travail, police, etc.).
- 4.** Pensez à relever systématiquement la source des notes prises lors de vos dépouillements ou de vos lectures.
- 5.** La note de bas de page permet d'alléger le corps du texte, pour une définition ou une citation trop longue, d'exposer des opinions contradictoires ou l'évolution d'un point de vue sur un fait. Elle permet également de mentionner la source, c'est-à-dire la référence du fonds d'archives ou encore

de l'ouvrage utilisé, pour chaque citation, exemple ou argument avancés dans le texte. Le lecteur doit pouvoir vérifier les éléments indiqués par l'auteur.

- 6.** Ayez un regard critique sur les documents consultés et ne prenez pas tout pour argent comptant !
- 7.** Définissez des périodes, en fonctions des ruptures et des continuités, hiérarchisez les causes, les conséquences, les informations en fonction de leur importance. L'arbre ne doit jamais cacher la forêt !
- 8.** Proscrivez l'usage du futur lors de la rédaction, utilisez soit le présent, soit le passé.
- 9.** Mentionnez si possible les ouvrages et articles consultés (bibliographie), classés de manière alphabétique ou thématique, la liste des fonds d'archives consultés ou encore les entretiens réalisés.
- 10.** Soyez honnête, en expliquant les limites de votre travail (manque de temps pour consulter certaines archives) ou encore les difficultés rencontrées pour interpréter certains faits en raison du manque d'archives ou d'archives contradictoires.

La reproduction d'iconographies



Le développement rapide d'Internet, la propagation des moyens techniques de reproduction (appareils photos, scanner) ont donné la possibilité à chacun d'accéder à une quantité astronomique d'iconographies en tout genre : photographies, dessins, affiches, plans, croquis ou encore œuvres d'art. La tentation est forte de les utiliser pour illustrer ses tracts, articles, ouvrages, expositions, etc.

Toutefois, il faut bien garder présent à l'esprit que l'utilisation non autorisée d'éléments iconographiques fait courir à l'utilisateur et au gérant de la publication le risque d'être condamné civilement et pénalement pour non-respect du droit d'auteur.

Qu'est-ce que le droit d'auteur ?

Il est défini, à l'article 111-1 du code de la propriété intellectuelle, de la manière suivante : « L'auteur d'une œuvre de l'esprit jouit sur cette œuvre, du seul fait de sa création, d'un droit de propriété incorporelle exclusif et opposable à tous. Ce droit comporte des attributs d'ordre intellectuel et moral ainsi que des attributs d'ordre patrimonial. »

Les titulaires des droits peuvent être le ou les auteurs et le ou les ayants droit (héritiers, cessionnaires du droit d'auteur, légataire par succession, sociétés de gestion des droits).

Le droit moral a pour finalité de protéger la personnalité de l'auteur exprimée à travers son œuvre. Il est perpétuel et ne peut être cédé, à l'exception des ayants droit. Il protège les éléments suivants :

Le droit au respect de la paternité. Il implique de mentionner systématiquement le nom et la qualité de l'auteur. Dans le cas où l'auteur est inconnu, il faut être en mesure de faire la preuve de sa bonne foi (absence de mention sur l'œuvre ou dans le fonds, recherches sur internet par exemple).

Le droit au respect de l'œuvre. Il implique de respecter l'intégrité de l'œuvre. Toute suppression, modification, adjonction sont donc interdites.

Le droit de divulgation. Il implique que l'auteur peut rendre ou non publique son œuvre, selon les modalités de son choix. Il est ainsi possible pour un auteur ou ses ayants droit d'attaquer si une œuvre inédite est publiée sans leur accord.

Le droit de repentir ou de retrait. Il implique que l'auteur peut revenir à tout moment sur la cession de son droit d'exploitation moyennant indemnisation.



Portraits de militantes et militants métallurgistes © IHS CGT métallurgie

Les droits patrimoniaux permettent à l'auteur d'autoriser les différents modes d'utilisation de son œuvre et de percevoir en contrepartie une rémunération. Contrairement au droit moral, la durée de la protection des droits patrimoniaux est limitée dans le temps à 70 ans à compter du premier janvier suivant le décès de l'auteur . Ainsi, l'œuvre de Robert Doisneau, décédé le 1^{er} avril 1994 ne tombera dans le domaine public qu'en 2065. Ils protègent les éléments suivants :

Le droit de reproduction. La reproduction est définie comme « la fixation matérielle de l'œuvre par tous procédés qui permettent de la communiquer au public d'une manière indirecte », c'est-à-dire la photographie, la photocopie, l'enregistrement audiovisuel ou encore la numérisation.

Le droit de représentation. La représentation consiste « dans la communication de l'œuvre au public par un procédé quelconque » tel que la récitation publique, la représentation théâtrale, la télédiffusion d'un programme audiovisuel ou sonore.

Le fait de posséder « physiquement » une œuvre, entrée dans ses fonds par achat ou par donation, ne donne donc pas de

droits sur l'œuvre, à moins que le bénéficiaire des droits d'auteur attachés à l'œuvre ait été explicitement cédé. Il n'y a pas de cession implicite des droits, d'où l'importance d'établir un contrat de don stipulant la cession des droits patrimoniaux .

Une œuvre ne peut donc être en principe exploitée qu'avec l'accord préalable de son auteur et de ses ayants droits, ce qui implique bien souvent le versement d'une rémunération. La gestion des droits peut être faite par les auteurs eux-mêmes, leurs ayants droit ou par des sociétés de gestion de droits d'auteurs, comme l'ADAGP par exemple.

Attention, le non-respect des droits de l'auteur ouvre la possibilité à ce dernier d'engager une action devant les juridictions civiles pour obtenir des dommages-intérêts en réparation de son préjudice et devant les juridictions répressives pour obtenir des sanctions pénales, notamment la reconnaissance du délit de contrefaçon. Ce délit est puni d'une peine pouvant atteindre 300 000 euros d'amende et cinq ans d'emprisonnement. Des peines complémentaires peuvent s'y ajouter : fermeture d'établissement, confiscation, publication par voie d'affichage de la décision judiciaire.

Pour plus d'informations, vous pouvez vous reporter aux fiches pratiques réalisées par le ministère de la Culture et de la Communication à l'adresse suivante : <http://www.culture-communication.gouv.fr/Politiques-ministerielles/Propriete-litteraire-et-artistique/Fiches-techniques/Fiches-techniques-sur-les-droits-d-auteur-et-les-droits-voisins>, ainsi qu'à la communication « Images et droit(s) » faite par Albane Lafanechère, lors de la journée d'étude *Droit(s) et image(s)* organisée le 26 avril 2007 par le CODHOS et disponible à l'adresse suivante : www.codhos.org/2013/03/14/images-et-droits-2/.

La légende

Chaque illustration doit comporter une légende. Au mieux, celle-ci donne des indications sur la date, le lieu, la ou les personnes présentes et éventuellement sur les raisons de son usage pour illustrer le document.

Exemple : Banderole de l'Union départementale CGT de Seine-et-Marne, manifestation du 8 octobre 2015 à Paris.

Les crédits

La mention des crédits d'une illustration ou d'une œuvre se présente de la manière suivante :

© Prénom et nom de l'auteur | Nom de l'institution ou de l'individu propriétaire du support.

Dans l'hypothèse où l'auteur est inconnu malgré les recherches effectuées, on signale que les droits ont été réservés (DR)

© DR | Nom de l'institution ou de l'individu propriétaire du support

Exemple :

© Robert Doisneau | IHS CGT Métallurgie

© DR | IHS CGT Métallurgie

© Ironbrother | commons.wikimedia.org

Construire sa bibliographie



Pour bien appréhender un sujet, il est important de nourrir ses recherches et ses connaissances par la constitution d'une bibliographie.

Il faut distinguer deux types d'ouvrages ou d'articles. Les travaux de synthèse générale (en matière politique, économique ou syndicale) permettent de replacer son sujet dans une perspective historique plus large. Dans un second temps, la lecture de travaux plus pointus (sur une grève en particulier ou sur l'histoire d'un syndicat) permet d'affiner les analyses.

Prenons l'exemple des grèves de la fonction publique de l'été 1953. On peut commencer par consulter une synthèse sur l'histoire politique de la Quatrième République ainsi qu'un ouvrage sur l'histoire générale du syndicalisme.

On peut poursuivre par la lecture des ouvrages de **Stéphane Sirot** intitulés *La grève en France. Une histoire sociale (XIX^e-XX^e siècles)* paru chez Odile Jacob ou *Le syndicalisme, la politique et la grève (France & Europe, XIX^e-XX^e siècles)* paru aux Éditions l'Arbre bleu, afin de déterminer les spécificités de ces grèves.

Ensuite, on peut se reporter aux études spécialisées, comme celle de **Michel Pignat**, « *Les grèves de 1953. Le social sans le politique ?* », parue dans *Historiens et Géographes*, numéro 358, 1997, pp. 169-184, de **Jeanne Siwek-Pouydesseau**, « *Les grèves de fonctionnaires sous la Quatrième République* », parue dans la *Revue Française d'Administration Publique*, n° 108, 2003, pp. 533-542 ainsi qu'aux contributions de **René Bidouze** et de **Serge Lottier** dans l'ouvrage collectif *La CGT dans les années cinquante*, parues aux Presses universitaires de Rennes (PUR).

Ces lectures, complétées par la consultation des archives syndicales, la lecture de la presse syndicale ou de la presse nationale généraliste de l'époque, sont un bon moyen de saisir le contexte et les particularités propres à cet événement historique.

Pour vous aider à construire votre bibliographie, reportez-vous aux sites internet mentionnés à partir de la page 34 de cette brochure.

Quelques indications bibliographiques



Il n'existe toujours pas de bibliographie exhaustive sur l'histoire du mouvement social. Toutefois, la bibliographie disponible sur le site du Maitron peut être utilement consultée¹. Les pages qui suivent proposent une sélection d'ouvrages classés de manière thématique :

Histoire générale de la France

Les vingt volumes (en format livre de poche) de la collection « Nouvelle histoire de la France contemporaine » aux Éditions du Seuil.

Les huit volumes de *l'Histoire de la France contemporaine (1789-1981)* aux Éditions sociales.

Les Grandes Guerres (1914-1945), Belin, 2012.

La France du temps présent (1945-2000), Belin, 2014.

C. Charles, *L'Histoire sociale de la France au XIX^e siècle*, Seuil, 1991.

J.-P. Daviet, *La Société industrielle en France. Productions, échanges, représentations (1814-1914)*, Seuil, 1997.

¹ Consultable à l'adresse suivante :
<http://biosoc.univ-paris1.fr/spip.php?article258>.

Histoire économique

J.-F. Eck, *Histoire de l'économie française de la crise de 1929 à l'euro*, A. Colin, 2009.

J.-F. Eck, *Histoire de l'économie française depuis 1945*, A. Colin, 2009.

J.-C. Asselain, *Histoire économique de la France du XVII^e siècle à nos jours, tome 2*, Seuil, 2011.

A. Sauvy, *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, trois volumes, Fayard, 1966.

F. Braudel, **E. Labrousse**, *Histoire économique et sociale de la France (1880-1980)*, tome IV, trois volumes, Presses Universitaires de France (PUF), 1993.

Histoire du travail et des organisations syndicales

G. Noiriel, *Les ouvriers dans la société française, XIX^e-XX^e siècles*, Seuil, 1986.

J. Bron, *Histoire du mouvement ouvrier français*, trois volumes, Éditions ouvrières, 1968, 1970, 1982.

C. Willard, *La France ouvrière*, Éditions sociales, 1994.

M. Pigenet, **D. Tartakowsky**, *Histoire des mouvements sociaux en France de 1814 à nos jours*, La Découverte, 2012.

P. Karila-Cohen, B. Wilfert, *Leçon d'histoire sur le syndicalisme en France*, PUF, 1998.

R. Castel, *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard, 1999.

R. Mouriaux, *Le syndicalisme dans le monde*, PUF, Que sais-je ?, 1993.

J. Sagnes, *Histoire du syndicalisme dans le monde des origines à nos jours*, Privat, 1994.

Histoire générale de la CGT

IHS-CGT, *Histoire de la CGT. Bien-être, Liberté, Solidarité*, Éditions de l'Atelier, 2015.

M. Dreyfus, *Histoire de la CGT. Cent ans de syndicalisme en France*, Complexe, 1989.

R. Mouriaux, *La CGT*, Seuil, 1982.

R. Mouriaux, Guy Groux, *La CGT, crises et alternatives*, Économica, 1992.

Quelques incontournables
sur l'histoire de la Maison des
Métallos
© IHS CGT métallurgie



Histoire de la CGT par période historique

M. Poggioli, *La CGT du Front populaire à Vichy. De la réunification à la dissolution (1934-1940)*, IHS-CGT, 2007.

M. Margairaz, D. Tartakowsky (dir.), *Le syndicalisme dans la France occupée*, PUR, 2008.

A. Lacroix-Riz, *La CGT de la Libération à la scission de 1944 à 1947*, Éditions sociales, 1983.

É. Bressol, M. Dreyfus, J. Hedde, M. Pigenet (dir.), *La CGT dans les années 1950*, PUR, 2005.

J. Hedde (dir.), *La CGT de 1966 à 1984. L'empreinte de Mai 1968*, IHS-CGT, 2009.

Histoire des grèves et manifestations

S. Sirot (mentionnés précédemment)

D. Tartakowsky, *Les manifestations de rue en France (1918-1968)*, Publications de la Sorbonne, 1997.

D. Tartakowsky, *Le pouvoir est dans la rue. Crises politiques et manifestations en France*, Aubier, 1998.

D. Tartakowsky, *La part du rêve. Histoire du 1^{er} mai en France*, Hachette, 2005.

D. Tartakowsky, *Paris Manif. Les manifestations de rue à Paris de 1880 à nos jours*, PUR, 2011.

Les élections sociales

D. Andolfatto, *L'univers des élections professionnelles. Travail et société au crible des urnes*, Éditions ouvrières, 1992.

G. Adam, *Atlas des élections sociales en France de 1947 à 1962*, A. Colin, 1964.

N'hésitez pas à lire les revues suivantes : *Les Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale*, *Le Mouvement Social* et *les Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*.

Histoire du patronat

J. Magniadas, *Le patronat*, Messidor, 1991.

B. Brizay, *Le patronat. Histoire, structure, stratégie du CNPF*, Seuil, 1975.

I. Kolboom, *La revanche des patrons. Le patronat français face au Front populaire*, Flammarion, 1986.

H. Weber, *Le parti des patrons. Le CNPF, 1946-1986*, Seuil, 1986.

D. Fraboulet, *Quand les patrons s'organisent. Stratégies et pratiques de l'UIMM (1901-1950)*, Presses universitaires du Septentrion, 2007.

Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours, La Découverte, 2014.

Dictionnaire historique des patrons français, Flammarion, 2010

Base de données du LARHRA :

www.patronsdefrance.fr.

Histoire du droit du travail

J. Le Goff, *Du silence à la parole. Une histoire du droit du travail des années 1830 à nos jours*, PUR, 2004.

N. Olszak, *Histoire du droit du travail*, Économica, 2011.

A. Chatriot, O. Join-Lambert, V. Viet, *Les politiques du travail (1906-2006). Acteurs, institutions, réseaux*, PUR, 2006.

J.-P. Le Crom, *Deux siècles de droit du travail*, Éditions de l'Atelier, 1998.

J.-P. Le Crom, *Les acteurs de l'histoire du droit du travail*, PUR, 2004.

Histoire de la protection sociale et de la mutualité

A. Gueslin, *De la Charité médiévale à la Sécurité sociale*, Éditions de l'Atelier, 1992.

H. Galant, *Histoire politique de la sécurité sociale française (1945-1952)*, AEHSS, 1955.

B. Valat, *Histoire de la Sécurité sociale (1945-1967) : l'État, l'institution et la santé*, Économica, 2001.

H. Hatzfeld, *Du paupérisme à la Sécurité sociale, 1850-1940, essai sur les origines de la Sécurité sociale en France*, A. Colin, 1971.

M. Dreyfus, *Se protéger, Être protégé. Une histoire des assurances sociales en France*, PUR, 2006.

La sécurité sociale, son histoire à travers les textes, sept volumes, AEHSS, 1988-2015.

M. Dreyfus, *Liberté, égalité, mutualité. Mutualisme et syndicalisme, 1852-1967*, Éditions de l'Atelier, 2001.

Ces quelques ouvrages ne sont bien entendu pas les seuls à pouvoir être consultés avec profit. Ils ont été choisis pour la qualité de la synthèse proposée ou en raison du caractère novateur de leur contenu.

Enfin, il n'est pas inutile de lire un ouvrage de méthodologie historique comme *Douze leçons sur l'histoire* d'**Antoine Prost** (Seuil), *Apologie pour l'histoire ou le métier d'historien* par **Marc Bloch** (A. Colin)² ou encore **René Mouriaux**, *L'Histoire, un combat syndical*, (IHS-CGT).

2 Cet ouvrage est disponible à l'adresse suivante : http://classiques.uqac.ca/classiques/bloch_marc/apologie_histoire/bloch_apologie.pdf.

Quelques ouvrages et articles sur l'histoire de la métallurgie

La liste ci-dessous, loin d'être exhaustive, propose une sélection des travaux à caractère historique abordant les organisations syndicales et patronales de la métallurgie au niveau national. Il faudrait bien évidemment la compléter par les nombreuses autobiographies rédigées par des militants ainsi que les monographies d'entreprise ou de branche industrielle.

Sur la Fédération CGT des travailleurs de la métallurgie

H. Barreau, *Histoire inachevée de la convention collective nationale de la métallurgie*, Paris, FTM-CGT, 1976.

L. Chagnon, *Les fédérations des métaux CGT et CGTU de 1922 à 1935 : organisation et militants*, Université Paris I, mémoire de maîtrise en histoire, 1985, deux volumes.

C. Gras, « La Fédération des métaux de 1913-1914 et l'évolution du syndicalisme révolutionnaire français », *Le Mouvement social*, n° 77, octobre-décembre 1971, pp. 85-111.

C. Gras, « Presse syndicale et mentalités. L'ouvrier mouleur à travers le journal de sa fédération : *La Fonderie* (1900-1909) »,

Le Mouvement social, n° 53, octobre-décembre 1965, pp. 51-68.

F. Grosjean, *Le personnel dirigeant de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT de 1944 à 1974*, Université Paris I, mémoire de maîtrise en histoire, 1986.

IHS Métaux, « 1968 : une démonstration éclatante des métallurgistes », in J. Hedde (dir.), *La CGT de 1966 à 1984 : l'empreinte de Mai 1968*, Montreuil, IHS CGT, 2009, pp. 257-273.

A. Lacombe, *La Fédération CGT de la métallurgie et les immigrés pendant les Trente Glorieuses*, Université Paris I, mémoire de maîtrise en histoire, 2000.

M. Margairaz, « La Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT sous l'Occupation ou les échelles de "la présence" », in M. Margairaz, D. Tartakowsky, *Le syndicalisme dans la France occupée*, Rennes, PUR, 2008, pp. 235-252.

L. Olivier, « La Fédération CGT de la métallurgie de la Libération à nos jours. Organisation et syndicalisation », in D. Labbé, *La syndicalisation en France depuis 1945*, Saint-Martin-d'Hères, CERAT, 1996.

J. Varin, *Les Hommes du métal*, Paris, FTM-CGT | Messidor, 1986.

Sur les autres organisations syndicales de la métallurgie

Fédération Force ouvrière de la métallurgie, *Les métallos en leur siècle*, Paris, Éditions de l'Air, 1996.

D. Fraboulet, « L'UIMM et Force ouvrière Métaux : des partenaires ? », in M. Dreyfus, M. Pigenet (dir.), *Les Meuniers du social. Force ouvrière, acteur de la vie contractuelle et du paritarisme*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2011, pp. 137-148.

F. Georgi, *Soufflons nous-même notre forge. Une histoire de la fédération de la métallurgie CFTC-CFDT (1920-1974)*, Paris, Les Éditions ouvrières, 1991.

R. Grandmagnac, *La Fédération Force ouvrière de la métallurgie de 1947 à 1955*, Université Paris I, mémoire de maîtrise en histoire, 1993.

N. Hatzfeld, « Force ouvrière Métaux à travers ses congrès : débats militants, portraits de groupe (1948-1985) », in *Les Meuniers du social*, pp. 109-122.

J.-Y. Sabot, « Force ouvrière dans la métallurgie à sa création », in M. Dreyfus, G. Gautron, J.-L. Robert, *La Naissance de Force ouvrière. Autour de Robert Botheureau*, Rennes, PUR, 2003, pp. 83-98.

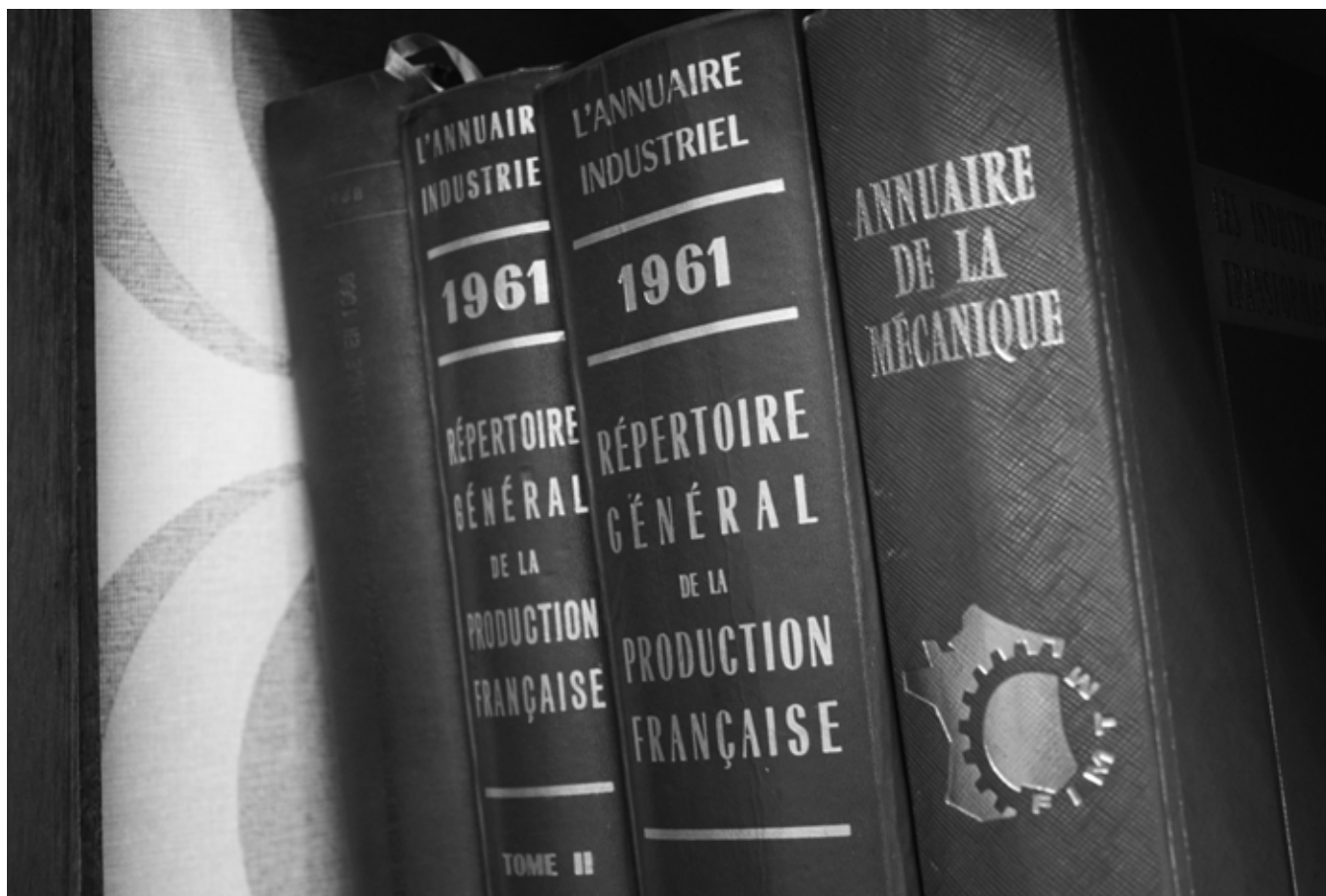
J.-Y. Sabot, « La Fédération CGT-FO de la métallurgie. Organisation, audience, syndicalisation de 1948 à 1995 », in *La syndicalisation en France depuis 1945*.

Sur l'histoire du patronat de la métallurgie

P. Éveno, C. Hodeir, D. Fraboulet, J. Marseille, *L'UIMM : cent ans de vie sociale*, Paris, UIMM | ADASE éditions, 2000.

D. Fraboulet, « Les organisations patronales de la métallurgie sous l'Occupation », in *Le syndicalisme dans la France occupée*, pp. 67-80.

D. Fraboulet, *Quand les patrons s'organisent : stratégies et pratiques de l'Union des industries métallurgiques et minières 1901-1950*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2007.



La bibliothèque de recherche, un outil pour l'historien © IHS CGT métallurgie

Les maisons d'édition en histoire sociale



N'hésitez pas à vous tenir informé de la parution des nouveaux ouvrages, en jetant régulièrement un coup d'œil sur les sites internet des maisons d'édition. Voici celles qui font paraître, avec plus ou moins de régularité, des ouvrages d'histoire sociale.

Publications de la Sorbonne. Quelques ouvrages paraissant dans la collection « Histoire contemporaine » sont susceptibles d'intéresser l'histoire du travail et du syndicalisme.

http://www.publications-sorbonne.fr/fr/collections/?collection_id=42

Presses universitaires de Rennes. Cette maison d'édition est engagée depuis plusieurs années dans la parution de travaux historiques sur le travail, les organisations syndicales et patronales, les entreprises notamment dans ses collections « histoire », « histoire contemporaine » ou « pour une histoire du travail ».

<http://www.pur-editions.fr/>

Presses de Sciences-Po. Cette maison d'édition publie de nombreux ouvrages de politistes, de sociologues et d'historiens. elle publie également les revues *Vingtième Siècle*, *Revue d'histoire* et la *Revue française de sciences politiques*.

<http://www.pressesdesciencespo.fr/>

Les Éditions de l'Atelier. Inutile de présenter cette maison d'édition qui assure depuis 1964 la parution des séries générales et thématiques du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, plus communément appelé « le Maitron ».

<http://www.editionsatelier.com/>

Le Temps des cerises. Cette maison d'édition, attachée à l'héritage de la Commune de Paris et à la poésie populaire, fait paraître de nombreux essais et autobiographies sur le mouvement social.

<http://www.letempsdescerises.net/>

Éditions La Découverte. Cette maison d'édition, connue pour sa collection « Repères », a fait paraître plusieurs ouvrages dont une imposante *Histoire des mouvements sociaux en France, de 1814 à nos jours*.

<http://www.editionsladecouverte.fr/>

L'Arbre bleu. Cette jeune maison d'édition est spécialisée dans l'histoire sociale.

<http://arbre-bleu-editions.com/>

Parmi les nombreuses petites maisons d'édition indépendantes disposant dans leurs catalogues de nombreux ouvrages intéressant l'histoire politique et sociale, n'hésitez pas à consulter les sites suivants :

Aden. <http://www.aden.be/>

Agone. <http://agone.org/>

Arcane 17. <http://www.editions-arcane17.net/>

Delga. <http://editionsdelga.fr/>

Helvétius. <http://editionshelvetius.com/livre/>

La Dispute. <http://ladispute.atheles.org/>

La Fabrique. <http://www.lafabrique.fr/index.php>

L'Échappée. www.lechappee.org/

L'Insomniaque. <http://www.insomniaqueediteur.org/>

Le Geai Bleu. <http://legeaibleu-editions.fr/>

Les Arènes. <http://www.arenas.fr/>

Les bons caractères. <http://www.lesbonscaracteres.com/>

Les Éditions du croquant. <http://croquant.atheles.org/>

Libertalia. <http://www.editionslibertalia.com/>

Raisons d'agir. <http://www.homme-moderne.org/raisonsdagir-editions/>

Syllepse. <http://www.syllepse.net/>

Ressources numériques pour l'histoire



Introduction

Rédiger un article ou un ouvrage à caractère historique ou documentaire n'est pas une chose aisée. Comment s'y retrouver parmi les milliers de publications traitant de l'histoire du mouvement social, comment se repérer dans l'extraordinaire éparpillement des archives et des institutions, comment constituer ses outils de recherches, comment suivre l'actualité des initiatives ? Autant de problèmes auxquels sont confrontés les militants.

Le document qui suit a pour objectif d'apporter quelques éléments de réponse, en mettant l'accent sur les ressources mises à disposition sur Internet. Tous les liens mentionnés dans ce document ne sont pas nécessairement incontournables. Chacun puisera selon ses centres d'intérêts et ses disponibilités !

Par nature mouvant, le contenu des sites internet évolue. Il ne faut donc pas hésiter à les consulter régulièrement. Ce document a vocation à être mise à jour, à être enrichi par de nouvelles entrées. N'hésitez donc pas à nous signaler des sites internet ou des institutions qui auraient été omises.

Avant de se lancer dans le vif du sujet, voici quelques outils en ligne pouvant faciliter le travail de rédaction.

TFLi. Le Trésor de la langue française informatisé est un dictionnaire qui apporte, outre les définitions, l'histoire des mots ainsi que des exemples pris dans la littérature.

<http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>

CRISCO. Le dictionnaire électronique des synonymes, développé par l'université de Caen, permet de naviguer dans un dictionnaire en ligne à la recherche du meilleur synonyme.

www.crisco.unicaen.fr/des/

Google Traduction. Traducteur en ligne de soixante-six langues par Google.

<https://translate.google.fr/?hl=fr>

Scribens. Correcteur orthographique et grammatical en ligne.

www.scribens.fr/

Localiser ses ressources



Il n'est pas toujours évident de construire une bibliographie, faute de connaître l'ensemble des ouvrages et des articles publiés sur le sujet. Heureusement, la plupart des catalogues des bibliothèques municipales et universitaires sont désormais en ligne et permettent de rechercher par mots-clés des ouvrages ou des revues potentiellement intéressants, mais également de les localiser.

CCFr. Le CCFr offre un gain de temps important, en interrogeant simultanément le catalogue de la Bibliothèque Nationale de France (BNF), le Sudoc, la base Architecture et Patrimoine, les catalogues des grandes bibliothèques municipales (Dijon, Limoges, Lyon, etc.) et les bibliothèques spécialisées de la Ville de Paris.

<http://ccfr.bnf.fr/>

Sudoc. Le Sudoc est le catalogue général des bibliothèques et des centres de documentation de l'enseignement supérieur et de la recherche en France.

www.sudoc.abes.fr/

Opale+. Le catalogue donne accès au contenu des riches rayons de la Bibliothèque Nationale de France.

www.catalogue.bnf.fr/

BPVP. Le catalogue des bibliothèques de la ville de Paris sont également accessibles en ligne. Il faut noter l'existence de la bibliothèque municipale de la rue de Chaligny dans le XII^e arrondissement qui est spécialisée dans le champ social et médico-social (protection sociale, immigration, santé publique notamment).

<http://b14-sigbermes.apps.paris.fr/>

Francis. Depuis 1972, cette base de données du CNRS dépouille les revues scientifiques internationales et propose 2,6 millions de références en sciences humaines et sociales.

www.inist.fr/?FRANCIS

Open Access Theses and Dissertations (OATD). Ce site propose d'accéder aux références et parfois au contenu intégral de plus de trois millions de thèses à travers le monde.

<https://oatd.org>

INA-SUP. L'Institut National de l'Audiovisuel, hébergé par la Bibliothèque Nationale de France, vaut également de s'y attarder. Les programmes enregistrés de la télévision et de la radio de son catalogue sont en effet une source incontournable pour qui travaille sur l'histoire contemporaine.

www.inattheque.ina.fr/

Le XIX^e siècle en mémoires. Ce site a pour but d'inventorier et de localiser l'ensemble des mémoires d'étudiants de « niveau M » (DES, maîtrise, DEA, masters) consacrés à l'histoire du XIX^e siècle et conservés dans les bibliothèques françaises.

<http://services.univ-rennes2.fr/memorable/interro/accueil.php?act=acc&b=4>

Le Musée national de l'assurance maladie. Ouvert en 1989 à Lormont, en Gironde, le site internet du musée propose une histoire synthétique de la protection sociale en France, une chronologie ainsi que l'accès informatisée à son fonds documentaire.

<http://www.musee-assurance-maladie.fr/>

Ressac et CRDM. La base de données documentaire de la bibliothèque du ministère des Affaires sociales et de la Santé se concentre sur les questions de santé et de solidarité. À noter l'existence du Centre de ressources documentaires multimédia (CRDM) qui offre la possibilité de consulter, via Gallica, les collections numérisées des *Bulletins de l'Office du travail*, ancêtre du ministère du Travail, de 1894 à 1912 et des *Bulletins de l'inspection du travail et de l'hygiène industrielle* de 1893 à 1936.

<http://ressac.sante.gouv.fr/>

<http://www.sante.gouv.fr/bibliotheque-numerique.html>

Attention ! L'entrée dans certaines bibliothèques est soumise à conditions. Se reporter aux indications données sur leurs sites internet respectifs.

Autres possibilités. Si vous souhaitez acquérir un ouvrage épuisé ou non disponible près de chez vous, il existe de nombreux sites internet proposant d'en acquérir.

Outre les classiques Priceminister [www.priceminister.com], Amazon [www.amazon.fr] et autres Chapitre [www.chapitre.com], on peut signaler le site Justbooks [www.justbooks.fr] qui est un moteur de recherches agrégeant les résultats de sites français et étrangers. Il permet de comparer les prix et de mettre la main sur un exemplaire indisponible en France mais qui dort bien sagement dans les rayons d'une librairie étrangère.

Pensez également au site internet Delcampe [www.delcampe.net] spécialisée dans la vente de cartes postales, timbres, vieux papiers et livres.



La presse fédérale bientôt numérisée ? © IHS CGT métallurgie

Accéder en ligne aux documents



Internet ne permet pas seulement de consulter les catalogues en ligne des bibliothèques. Il permet aussi et surtout d'accéder directement à du contenu grâce à la mise en ligne de revues universitaires, de données statistiques ou de numérisations d'ouvrages. Avant de lister les différents sites pouvant être consultés, signalons l'existence du moteur de recherche Isidore [www.rechercheisidore.fr], développé par le CNRS, qui permet d'interroger simultanément près de deux mille sites, parmi lesquels on retrouve certains de ceux signalés plus bas.

Les travaux universitaires et professionnels

Cairn. Ce portail donne un accès (le plus souvent payant) à plus de trois cents revues de sciences humaines et sociales, à près de deux mille ouvrages, à huit magazines et à l'ensemble de la collection Que sais-je ?.

www.cairn.info/

Dart-Europe E-Theses Portal. Ce portail européen permet d'accéder en ligne à plus de 350 000 thèses de doctorat de 523 universités issues de vingt-sept pays européens.

www.dart-europe.eu/basic-search.php

Érudit. Ce portail québécois donne un accès (le plus souvent payant) à plusieurs centaines de titres de revues francophones.

www.erudit.org/

Hyper Articles en Ligne. Ce portail a pour vocation de centraliser des articles scientifiques, publiés ou non, ainsi que des thèses de doctorat. Il compte actuellement plus de 350 000 documents.

<http://hal.archives-ouvertes.fr/>

Persée. Ce portail donne un accès gratuit à plus de 300 000 articles tirés des revues de sciences humaines et sociales grâce à un programme de numérisation débuté en 2004.

www.persee.fr/

Reuves.org. Ce portail donne un accès gratuit à trois-cent cinquante revues et vingt-deux collections de livres en sciences humaines et sociales.

www.revues.org/

Revue Dissidences. Cette revue d'études des mouvements révolutionnaires fondée en 2011 est accessible en ligne.

<http://dissidences.net/>

Revue Travail & Sécurité. Cette revue de l'Institut National de Recherche et de Sécurité a mis ses archives en ligne depuis janvier 1997 soit 1 300 documents.

www.travail-et-securite.fr/

Revue française des Affaires Sociales.

Cette revue du ministère des Affaires sociales a ses archives en ligne depuis 1996.

<http://drees.social-sante.gouv.fr/etudes-et-statistiques/publications/revue-francaise-des-affaires-sociales/>

Revue Workers of the World. Cette revue internationale est publiée par l'Association internationale sur les grèves et les conflits sociaux.

<http://www.iassc-mshdijon.fr/>

Les bibliothèques numériques

Cartolis. Le Conservatoire régional de la Carte Postale de Bretagne reproduit près de 60 000 cartes postales. Une cinquantaine traite par exemple des manifestations.

www.cartolis.org/index.php

CNUM. La bibliothèque numérique des Arts & Métiers comprend des ouvrages et des périodiques sur l'histoire et la vulgarisation des sciences et des techniques.

<http://cnum.cnam.fr/>

E-Corpus. La bibliothèque numérique, développée par le Centre de Conservation du Livre, compte plus de deux millions de documents numérisés de 245 établissements différents.

www.e-corpus.org/index.php

Europeana. Ce portail européen permet d'effectuer des recherches parmi vingt-deux millions de documents provenant de 2 200 bibliothèques numériques de 34 pays différents.

www.europeana.eu/portal/

Gallica. La bibliothèque numérique de la BNF permet d'accéder librement à deux millions de documents. On y trouve, entre autres, les numérisations des comptes-rendus de congrès de la CGT et de la CGTU, des publications comme *Le Droit ouvrier (1920-1939)* ou *Les Cahiers Reconstruction (CFTC-CFDT)*. Les principaux titres de la presse nationale et régionale antérieurs à 1939, comme *L'Humanité* et *Le Populaire*, sont également accessibles.

<http://gallica.bnf.fr/>

Googlebooks. Le moteur de recherches a numérisé des millions d'ouvrages dont il donne un accès partiel. Une rapide recherche sur ce site peut permettre de repérer une parution intéressante ou de consulter une table des matières.

<http://books.google.fr/>

Internet Archive. Cette bibliothèque numérique, gérée par une association, donne un accès libre à des millions de livres, enregistrements audio, films du monde entier. Elle archive également de nombreux sites internet.

<https://archive.org/index.php>

Lara. La bibliothèque numérique, développée par l'INIST, donne accès au texte intégral des rapports scientifiques et techniques français de nombreux organismes comme le CNAM, l'INRS ou encore l'INRP.

<http://lara.inist.fr/>

Les classiques des sciences sociales.

La bibliothèque numérique développée par l'Université du Québec à Chicoutimi regroupe près de cinq mille œuvres en sciences humaines et sociales de près de mille quatre cents auteurs différents.

<http://classiques.ugac.ca/>

Les Premiers Socialismes. La bibliothèque numérique développée par l'université de Poitiers réunit cent soixante-dix ouvrages produits par les Saint-Simoniens, les Fouriéristes, Cabet et les communistes Icariens, Pierre-Joseph Proudhon et d'autres.

<http://premierssocialismes.edel.univ-poitiers.fr/>

Marxists Internet Archive. La bibliothèque numérique réunit des textes de quatre cents auteurs ayant contribué au marxisme traduit dans une quarantaine de langues.

www.marxists.org/

Le projet Gutenberg. Lancé en 1971 par Michael S. Hart, ce projet offre gratuitement près de 44 000 ouvrages, majoritairement en langue anglaise.

www.gutenberg.org/

Project Muse. Ce site propose d'accéder en ligne aux articles universitaires de plus de 120 revues, majoritairement anglo-saxonnes.

www.muse.jhu.edu

Smolny. Ce collectif d'édition des introuvables du mouvement ouvrier propose des bibliographies, des notices biographiques, et une bibliothèque numérique en mode image ou texte consacrées au mouvement ouvrier européen.

<http://www.collectif-smolny.org/>

Social History Portal. Ce portail sur l'histoire sociale a été mis en place dans le cadre de l'Association internationale des institutions en histoire du travail (IALHI). Ce portail permet d'accéder directement à plus de 900 000 documents numériques traitant de l'histoire sociale.

www.socialhistoryportal.org/

La législation

Archives de l'Assemblée nationale. Ce site donne accès à l'ensemble des travaux de la Cinquième République, de 1958 à nos jours.

<http://archives.assemblee-nationale.fr/>

Archives de la Quatrième République. Ce site donne accès à l'ensemble des débats parlementaires de la Quatrième République et aux Constituantes, de 1946 à 1958.

<http://4e.republique.jo-an.fr/>

Archives de la Troisième République. Ce site donne accès à l'ensemble des débats parlementaires de la Troisième République, de 1881 à 1940.

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/cb328020951/date>

Journal Officiel. Le *Journal Officiel* accessible en ligne depuis 2004.

www.journal-officiel.gouv.fr/

Legifrance. Ce site permet d'accéder aux différents codes et normes en vigueur ainsi qu'au *Journal Officiel* (depuis 1990).

www.legifrance.gouv.fr/

Les données statistiques

Data.gouv.fr. Plate-forme officielle d'accès aux données statistiques publiques de l'administration française.

www.data.gouv.fr/

INSEE. Les incontournables bases de données de l'INSEE. À noter, les publications de l'institut, comme *Insee Première* et *Économie et Statistique*, sont également accessibles.

www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/

Réseau Quetelet. Portail français d'accès aux données pour les sciences humaines et sociales, le réseau Quetelet est une initiative du CNRS qui permet d'accéder à de nombreuses enquêtes sociologiques. Il est ainsi possible de trouver l'ensemble des résultats de l'enquête sur « L'Ouvrier français en 1970 ».

www.reseau-quetelet.cnrs.fr/spip/

Inedoc. Base documentaire de l'Institut National d'Études Démographiques, elle comprend les ouvrages et articles de revues publiés depuis 1987 ainsi que la totalité des recueils statistiques de l'INED.

www.ined.fr/

Accéder aux fonds d'archives



De plus en plus, les centres d'archives mettent en ligne les répertoires de leurs fonds d'archives. Il n'est jamais inutile de jeter un coup d'œil aux sites internet des archives publiques.

Les archives départementales ou les bibliothèques municipales peuvent ainsi mettre à disposition des collections numérisées, notamment de la presse régionale. Pour ne donner qu'un exemple, la Bibliothèque francophone multimédia de Limoges propose ainsi sept titres couvrant la période 1810 à 1947 [<http://presse.bm-limoges.fr/>]. N'hésitez donc pas à vous consulter les sites internet des institutions de vos territoires.

Pour vous guider dans vos recherches, on peut se reporter au travail de recensement effectué en 1987 par Michel Dreyfus, même si une mise à jour serait bienvenue. Il a été publié aux Éditions ouvrières sous le titre *Les sources de l'histoire ouvrière, sociale et industrielle en France (XIX^e et XX^e siècles). Guide documentaire*¹.

¹ Cet ouvrage est disponible sur Gallica.

Les institutions publiques

Archim. Cette base de données des Archives nationales comporte des dossiers thématiques, notamment sur les affiches du Comité d'histoire de la Seconde Guerre mondiale, sur les manuscrits de Robespierre ou encore sur les photographies relatives aux camps français d'internement pendant la Seconde Guerre mondiale.

www.culture.gouv.fr/documentation/archim/accueil.html

Archives nationales. Parmi les nombreux fonds détenus par les Archives nationales, celles du ministère du Travail peuvent être consultées avec profit.

<http://www.archives-nationales.culture.gouv.fr/fr/web/guest/faire-une-recherche>

Voir plus particulièrement : <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/chercher/organiser/carte-ir/> et <http://www.archivesdefrance.culture.gouv.fr/ressources/en-ligne/etat-civil/>.

Archives départementales de Seine-Saint-Denis. Les archives départementales, localisées à Bobigny, développent depuis de nombreuses années un partenariat avec les organisations du mouvement social, parmi lesquelles la CGT et le PCF. Parmi les fonds qui y sont déposés,

signalons ceux du PCF et notamment le fonds photographique du journal *L'Humanité* (un million de négatifs, un million de tirages et 85 000 diapositives) et ceux de l'association *Ciné-archives* (qui gère les films produits par le PCF et les organisations du mouvement ouvrier).

<http://archives.seine-saint-denis.fr/>

BDIC. La Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine, à Nanterre, rassemble de très nombreux périodiques, des brochures, des affiches, etc. Son catalogue documentaire et archivistique, ainsi qu'une bibliothèque numérique est accessible depuis son site internet.

www.bdic.fr/

Bora. Ce portail recense les fonds d'archives privées contenus dans les sites des Archives nationales et dans les services d'Archives départementales et municipales.

<http://daf.archivesdefrance.culture.gouv.fr/sdx-222-daf-bora-ap/ap/>

Bora photo. Ce portail recense les photographies conservées dans les services d'archives publics.

http://daf.archivesdefrance.culture.gouv.fr/sdx-23b1-20090531-daf-pleade-2/pl/search-fom.xsp?id=Bora_Photo

CAMT. Le Centre des Archives du Monde du Travail, à Roubaix, est chargé de la collecte et de la préservation de la mémoire des acteurs du monde du travail en France. À ce titre, de nombreux fonds d'organisations syndicales et d'entreprises y ont été déposés.

www.archivesnationales.culture.gouv.fr/camt/

IFHS. L'Institut Français d'Histoire Sociale, hébergé par les Archives nationales, réunit dans la cote 14AS des documents, livres, affiches, brochures, périodiques ou photographies. Cette institution n'a toutefois pas de site internet.

Moteur collections. Ce méta-moteur de recherches interroge 60 bases de données dépendant du ministère de la Culture, soit près de 6 millions de documents et 4,3 millions d'images.

www.culture.fr/Ressources/Moteur-Collections

Les institutions privées

Archives Getaway. Le projet Getaway veut organiser la collecte et la conservation de tous types de documents, en particulier les plus éphémères (tracts, brochures) et les plus fragiles (sons, images), concernant les luttes sociales et les groupes révolutionnaires depuis les années 1960.

Cet archivage doit permettre la constitution de groupes de travail et l'organisation de journée à thèmes.

<http://getaway.eu.org/accueil>

CEDIAS. Le Centre d'Études, de Documentation, d'Information et d'Action Sociales - Musée Social a été fondé en 1963 et rassemble 120 000 ouvrages et 1 500 titres de périodiques. La richesse de sa documentation sur le mouvement ouvrier et les organisations socialistes et syndicales avant la Première Guerre mondiale est à souligner.

www.cedias.org/ | www.cediasbibli.org/

CEDMO 42. Le Centre d'études et de documentation sur l'histoire, la culture et la mémoire du mouvement ouvrier dans la Loire propose des ressources documentaires et annonce ses différentes initiatives.

<http://www.cedmo42.org/index.php>

CHT. Le Centre d'Histoire du Travail, à Nantes, dispose d'une bibliothèque comptant 16 000 références et 6 000 titres de périodiques ainsi que cent cinquante fonds d'archives de militants ou d'organisations.

www.cht-nantes.org/

CODHOS. Le Collectif des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale est une association chargée de favoriser les échanges et les discussions entre les institutions du mouvement social. On trouvera notamment sur son site une base de données des Congrès du monde ouvrier (1870-2000).

www.codhos.asso.fr/welcome/index.php

Génériques. Association fondée en 1987, Génériques travaille à la valorisation des archives de l'immigration. Son catalogue en ligne, *Odysee*, met à disposition de très nombreuses numérisations.

www.generiques.org/

IISH. Fondé en 1935, l'International Institute of Social History d'Amsterdam est l'un des plus grands centres mondial de documentation et d'archives dans le champ social et économique.

<http://socialhistory.org/>

Institut d'Histoire Sociale. À ne pas confondre avec le réseau des IHS-CGT, cet institut, dont le siège est à Nanterre, est spécialisé dans l'histoire du communisme, du socialisme et du syndicalisme en France et dans le monde. Il dispose de 80 000 documents et 300 titres de presse.

www.souvarine.fr/

Mémoire orale de l'industrie et des réseaux.

Ce site réunit trois associations – Rails & Histoire, l'Institut d'histoire de l'aluminium et la fondation EDF Diversiterre autour d'une mise à disposition de près de 200 enregistrements de témoignages de salariés recueillis depuis plus de vingt ans.

<http://www.memoire-orale.org/>

MHV. Le Musée d'Histoire Vivante de Montreuil organise de nombreuses expositions sur le thème du mouvement social. Ses collections peuvent également justifier le détour (fonds Jacques Duclos ou Marcel Dufriche par exemple).

www.museehistoirevivante.com/

Musée de la Résistance Nationale. Ce site internet regroupe les informations et documentations du Musée de la Résistance de Champigny-sur-Marne et de six autres musées de province.

www.musee-resistance.com/

PR2L. Le Pôle international de ressources de Limoges et du Limousin pour l'histoire du monde du travail et de l'économie sociale propose des initiatives et des ressources sur l'histoire sociale du Limousin.

<http://www.pr2l.fr/>

Documents audiovisuels et sonores

AP archives. Le compte Youtube de l'Associated Press propose 1,7 million de vidéo d'actualité en ligne, de 1895 à nos jours. La recherche « french strike » (grève française) donne ainsi plusieurs dizaines de résultats.

<https://www.youtube.com/channel/UCHTK-2W11Vh1V4uwofOfR4w>

British Movietone. Site partenaire du précédent, le compte Youtube de la British Movietone propose des vidéos d'actualité en ligne, de 1895 à nos jours. Là encore, une recherche par mot clé, en anglais, peut se révéler fructueuse.

https://www.youtube.com/channel/UChq777_waKMJw6SZdABmyaA

British Pathé. Ce site propose gratuitement à la consultation près de 90 000 reportages. Là encore, une recherche par mot clé, en anglais, peut se révéler fructueuse.

<http://www.britishpathe.com/>

Centre national du Cinéma (CNC). Ce site propose un catalogue de près de 7 500 films numérisés, accessibles à Paris, Bois-d'Arcy et en province.

www.cnc-aff.fr/internet_cnc/Home.aspx?Menu=MNU_ACCUEIL

Ciné-Archives. Cette association gère le fonds audiovisuel du PCF et d'autres organisations du mouvement ouvrier et démocratique. Il est possible de visionner en ligne de nombreux films.

www.cinearchives.org

Les écrans du social. Ce site du ministère des Affaires Sociales et de la Santé, du ministère du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social et du ministère des Droits des Femmes, de la Ville, de la Jeunesse et du Sport propose d'accéder, après inscription, à plus de 500 supports audiovisuels dont une cinquantaine sur le thème du travail.

<http://www.lesecransdusocial.gouv.fr/>

Les biographies

Fondation pour la mémoire de la déportation. Ce site dispose d'une base de données de l'ensemble des hommes et femmes déportés durant la Seconde Guerre mondiale.

<http://www.bddm.org/liv/recherche.php>

Maitron en ligne. Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social propose près de 160 000 notices biographies en ligne.

<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>

Mémoire des hommes. Ce site donne accès à 1,3 million de fiches biographiques des « Morts pour la France » de la Première Guerre mondiale, ainsi que pour les autres conflits menés par la France. À noter, les fiches des fusillés du Mont-Valérien ont aussi été retranscrites.

www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr/

Mémorial GenWeb. Ce site recense les noms inscrits sur les monuments aux morts.

<http://memorialgenweb.org/>

Autour des archives

AAF. Incontournable, le site de l'Association des Archivistes Français offre une multitude de ressources sur la gestion et la mise en valeur des fonds d'archives.

www.archivistes.org

Archives de France. Le site des Archives de France propose lui aussi d'intéressantes ressources en ligne.

www.archivesdefrance.culture.gouv.fr

Conseil international des archives. Le site du Conseil international des archives comprend un centre de ressources professionnelles en ligne.

www.ica.org

Le Labo des archives. Ce blog, alimenté par le personnel des Archives nationales, se veut un espace d'échanges et de discussions.

<http://labarchiv.hypotheses.org/>

Quelques boîtes d'archives du
fonds fédéral
© IHS CGT métallurgie



Se tenir informé



Internet regorge de blogs et de sites internet dédié au mouvement social. En consulter régulièrement quelques-uns permet de se tenir au courant des publications récentes, des colloques et autres journées d'études mais également de lire des contributions, historiques ou non, de chercheurs et de militants. Ce document en propose une liste (non-exhaustive !). Un site mérite cependant d'être consulté de temps à autres : Calenda, le calendrier des manifestations en lettres et sciences humaines et sociales sur lequel sont annoncés les futurs événements universitaires¹.

Sites et blogs universitaires

Labourhistory. Ce site agrège des nouvelles (publications, colloques, journées d'études, etc.) provenant des membres et associés de l'International Association of Labour History Institutions (IALHI).

<http://labourhistory.net/news/index.php>

Histoire19. Le carnet de recherche Actualité du XIX^e siècle, hébergé sur le portail hypotheses.org, est un blog animé par l'association de la révolution de 1848 et des révolutions du XIX^e siècle. Il propose des articles ainsi qu'une veille sur cette question.

<http://histoire19.hypotheses.org/>

AFHE. Le carnet de recherche de l'Association française d'histoire économique, hébergé sur le portail hypotheses.org, propose une veille ainsi que la publication de comptes-rendus sur cette question.

<http://afhe.hypotheses.org/>

AFHMT. L'Association Française d'Histoire des Mondes du Travail fondée en 2013 entend promouvoir les recherches qui s'effectuent sur le travail. Sa liste de diffusion par mail est particulièrement précieuse pour suivre l'actualité de la recherche.

<http://afhmt.hypotheses.org/>

Risks. Le carnet de recherche Risks, hébergé sur le portail hypotheses.org, propose des articles et une veille sur le thème des risques et des accidents industriels en France et en Angleterre, de la fin du XVIII^e à la fin du XIX^e siècle.

<http://risks.hypotheses.org/>

GREMMOS. Le Groupe de Recherches et d'Études sur les Mémoires du Monde Ouvrier Stéphanois propose en ligne une bibliographie conséquente sur le bassin stéphanois ainsi que des comptes-rendus de ses nombreuses initiatives.

<http://www.gremmos.lautre.net/>

¹ <http://calenda.org/>

Mondes sociaux. Ce magazine numérique de sciences humaines et sociales, hébergé par le portail hypotheses.org propose des articles de vulgarisation sur les sciences sociales.

<http://sms.hypotheses.org/>

La Vie des idées. Ce site se veut une « coopérative intellectuelle, un lieu de débat » sur tous les champs du savoir. Vous y retrouverez notamment des contributions sur l'actualité et des notes de lecture.

<http://www.laviedesidees.fr/>

Les Mondes du Travail. Cette revue pluridisciplinaire se penche sur les problématiques du travail, de l'emploi et des relations professionnelles.

<http://lesmondesdutravail.net/>

Syndicollectif. Ce site, créé dans le prolongement de la parution des ouvrages Nouveau siècle, nouveau syndicalisme et Syndicalisme : *Cinq défis à relever. Unissons nous* parus aux éditions Syllepse se veut un espace de dialogue et de réflexion sur les mouvements sociaux.

<http://syndicollectif.fr/>

Enklask/Enquête. Les socialistes au combat, 1914-1940. Ce carnet de recherche publie régulièrement des articles intéressants sur l'histoire du mouvement ouvrier en Bretagne durant l'entre-deux-guerres.

www.enklask.hypotheses.org

Terrains de lutte. Site d'informations, d'analyses, de réflexions critiques sur la situation des classes populaires et les stratégies des classes dominantes.

<http://terrainsdeluttes.ouvaton.org/>

Images du Travail, Travail des Images. Ce projet entend rassembler les chercheurs travaillant sur ce thème.

itti.hypotheses.org | imagesdutravail.edel.univ-poitiers.fr

Instrumentalisation du passé. Le carnet de recherche Instrumentalisation du passé, hébergé sur le portail hypotheses.org, propose des articles sur le thème de la mémoire et de ses usages.

<http://instruhist.hypotheses.org/>

Carnet de la NRT. Le carnet de recherche de la *Nouvelle Revue du Travail*, hébergé sur le portail hypotheses.org, propose des articles sur le travail.

<http://nrt.hypotheses.org/>

Carnet des Docks. Le carnet de recherche des Docks, hébergé sur le portail [hypotheses.org](http://docks.hypotheses.org/), est animé par les documentalistes du Céreq et propose une veille sur les thèmes de l'insertion professionnelle, des métiers, des qualifications et des compétences.

<http://docks.hypotheses.org/>

Travail et formation. Le carnet de recherche Travail et formation, hébergé sur le portail [hypotheses.org](http://travailformation.hypotheses.org/), est animé par le Centre de documentation sur la formation et le travail du CNAM.

<http://travailformation.hypotheses.org/>

INRS. Le site internet de l'Institut National de Recherches et de Sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnels.

www.inrs.fr/

Fondation Jean Jaurès. Ce site, dédié aux archives et à l'actualité du Parti socialiste, comprend de nombreuses études thématiques ainsi que des archives numérisées accessibles en ligne.

www.jean-jaures.org/

L'Ours. Site internet de l'Office universitaire de recherche socialiste.

www.lours.org/

Fondation Gabriel Péri. Suivez les événements, les publications et l'actualité de la bibliothèque de la fondation Gabriel Péri.

www.gabrielperi.fr/

Espaces Marx. Espace de recherches et de confrontations, ce site propose de nombreuses études thématiques.

www.espaces-marx.net/

Strikes and Social Conflicts. L'Association internationale sur les conflits sociaux et les grèves fédère des acteurs collectifs et individuels pour promouvoir la recherche sur le travail et les conflits sociaux.

<http://www.iassc-mshdijon.fr/?lang=fr>

Sur la méthodologie historique

Devenir Historien. Ce carnet de recherche propose régulièrement des articles sur la méthodologie de la recherche historique et l'historiographie.

<http://devhist.hypotheses.org/>

La boîte à outils des historiens. Ce blog, tenu à quatre mains depuis 2009, propose des tutoriels, des conseils, des réflexions concernant l'usage des outils et de ressources numériques en histoire.

www.boiteaoutils.info

Laboratoires universitaires d'histoire sociale

Le Centre d'Histoire Sociale du XX^e siècle.

Ce laboratoire de recherches de l'université Paris I est spécialisé dans l'étude des mouvements sociaux et du mouvement ouvrier. Il est notamment à l'origine de la publication *Le Mouvement social*.

<http://chs.univ-paris1.fr/>

www.lemouvementsocial.net/

Le Centre Georges Chevrier. Ce laboratoire de recherches de l'université de Dijon aborde, parmi ses nombreux thèmes de recherches, les mondes populaires et les cultures ouvrières dans l'Europe contemporaine.

<http://tristan.u-bourgogne.fr/CGC/accueil/CGCAccueil.htm>

Laboratoire Printemps. Ce laboratoire de sociologie de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines aborde les problématiques du travail, des professions et des institutions.

<http://www.printemps.uvsq.fr/>

SYMETT (Syndicalisme : Méthodes / Théories / Terrains). Ce groupe de recherche basé à Lyon réunit des doctorants, des enseignants-chercheurs et des chercheurs

qui souhaitent mettre en œuvre une sociologie politique du syndicalisme.

<http://www.symett.org/>

Dim-Gestes

<http://gestes.net/>

Laboratoire CNRS Triangle, ENS de Lyon

<http://triangle.ens-lyon.fr/>

Centre d'Études des Mouvements Sociaux, EHESS

<http://cems.ehess.fr/>

Centre d'Études et de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CE-RAPS), Lille 2

<http://ceraps.univ-lille2.fr/>

Centre Max Weber, laboratoire de sociologie de Lyon/Saint-Étienne

<http://www.centre-max-weber.fr/>

Institut Européen du Salarial (IES), Université Paris X Nanterre

<http://www.ies-salarial.org/>

Réseau Thématique 18 « Sociologie des relations professionnelles » de l'Association Française de Sociologie (AFS)

<http://rt18.hypotheses.org/>

Blogs journalistiques

Question(s) sociale(s). Ce blog est alimenté par Michel Noblecourt, journaliste au quotidien *Le Monde*.

<http://social.blog.lemonde.fr/>

Les dessous du social. Ce blog est alimenté par Marc Landré, journaliste au quotidien *Le Figaro*.

<http://blog.lefigaro.fr/social/>

Le Réseau national des Instituts du Travail

Ce réseau, composé de dix entités, est un espace de réflexions et de formation entre universitaires et syndicalistes. Chaque institut organise ainsi des sessions de formation et des colloques, dispose de fonds documentaires et anime éventuellement des revues, comme *Les Chroniques du travail* de l'IRT Aix-Marseille Université

Institut du Travail d'Aix-Marseille Université (AMU)

<http://irt.univ-amu.fr>

Institut du Travail de l'Université de Bordeaux

<http://institutdutravail.u-bordeaux.fr>

Institut d'Études Sociales de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

<http://www.arketic.com/sites/ies>

Institut du Travail et de Formation Syndicale de l'Université Lumière Lyon II

<http://ifs.univ-lyon2.fr>

Institut Régional du Travail de l'Université de Lorraine

<http://www.univ-lorraine.fr/irt>

Institut des Sciences Sociales du travail de l'Université Paris I

www.univ-paris1.fr/ufr/isst

Institut des Sciences Sociales de l'Ouest (ISSTO) de l'Université Rennes II

<http://www.univ-rennes2.fr/issto>

Institut du Travail de l'Université Jean Monnet de Saint-Étienne

<http://portail.univ-st-etienne.fr/bienvenue/presentation/institut-du-travail-211349.kjsp>

Institut du Travail de l'Université Strasbourg

<http://www-idt.u-strasbg.fr>

Institut Régional du Travail de l'Université Toulouse Jean-Jaurès

<http://irt.univ-tlse2.fr>

Autres blogs et sites

Association des Amies et des Amis de la Commune de Paris. Créée en 1882 par les Communards de retour d'exil, elle est la plus ancienne organisation du mouvement ouvrier français. Elle vise à perpétuer les idéaux de la Commune et à faire connaître son œuvre.

www.commune1871.org

Labourstart. Agrégateur quotidien d'informations syndicales venues du monde entier.

www.labourstart.org/fr/

Clés du social. Ce blog est alimenté par des militants de la CFDT.

<http://clesdusocial.com/>

Le Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle

<http://travail-emploi.gouv.fr/le-ministere,149/le-comite-d-histoire,430/>

Le Comité d'histoire de la sécurité sociale

<http://www.securite-sociale.fr/Comite-d-histoire-de-la-Securite-sociale>

Les institutions militantes en histoire sociale

Institut de Recherches Économiques et Sociales (IRES)

<http://www.ires-fr.org/>

Les archives confédérales et fédérales de la CFDT

https://www.cfdt.fr/portail/theme/cfdt/informations-pratiques-srv1_208717

Centre de documentation Gabriel Ventejol FO

<http://www.docfo.fr/>

Institut de Recherches de la FSU

<http://institut.fsu.fr/>

Centre Henri Aigueperse (CHA) de l'UNSA Éducation

<http://cha.unsa-education.com/>

Institut de Recherches sur l'Histoire du Syndicalisme dans les Enseignements du Second degré (IRHSES)

<http://www.irhses.snes.edu/>

Institut de Recherches, d'Études et d'Animation du SGEN-CFDT

<http://www.irea-sgen-cfdt.fr/>

Institut syndical européen – Institut de recherche et de formation de la CES

<http://www.etui.org/fr>

Les IHS-CGT sur internet



L'Institut CGT d'Histoire Sociale dispose de son propre site internet : www.ihs.cgt.fr.

Tous les Instituts d'Histoire Sociale CGT ne disposent pas d'un site internet ou d'une page sur le site de leurs organisations, mais quelques-uns publient régulièrement des informations sur leurs initiatives. En voici quelques-uns. Là encore, la liste n'est pas exhaustive !

Associations d'histoire sociale

AHS Snecma

<http://ahs-snecmacgt.com/>

AHS Dassault

<http://www.histoirecgt Dassault.com/>

Instituts professionnels

IHS Cheminots

www.ihs.cheminotcgt.fr/

IHS FAPT

www.cgt-fapt.fr/

IHS FERC

<http://ferc.cgt.fr/>

IHS-FNIC

<http://fnic.cgt.fr/>

IHS Livre Parisien

<http://ihs.livreparisien.fr/>

IHS FTM

<http://www.ftm.cgt.fr/>

IHS FNME

<http://www.fnme-cgt.fr/>

Instituts régionaux

IRHS Aquitaine

www.ihs cgt aquitaine.org/ihsa/

IRHS Ile-de-France

<http://urif.cgt.fr/archive/ihs/ihs2.htm>

IRHS Lorraine

http://www.lorraine.cgt.fr/histoire_sociale.html

IRHS Midi-Pyrénées

<http://www.irhs-midi-pyrenees.com/index.php?a=1>

IRHS Rhône-Alpes

<http://ihsra.pagesperso-orange.fr/>

Instituts départementaux

IHS Ain

<http://www.cgtain.org/spip.php?article1058>

IHS du Bourbonnais - Allier

http://www.cgt03.fr/index.php?option=com_content&view=category&id=21&Itemid=31

http://www.ud37.cgt.fr/rubrique.php3?id_rubrique=42

IHS Pyrénées

<http://lacgt64.org/rubrique31.html>

IHS Rhône

<http://www.ud69.cgt.fr/wp/?p=2593>

IHS Seine-Maritime

<http://www.ihscgt76-lefilrouge.fr/decouvrir-lihs/>

Instituts locaux

IHS Mantes-la-Jolie

<http://www.le-blog-de-roger-colombier.com/2015/02/la-cgt-a-120-ans.html>

IHS Nîmes

<http://cgt-nimes.fr/ul-cgt-nimes/spip.php?rubrique112>

Adhésion IHS Métallurgie



COTISATION & POSSIBILITÉ DE DEMANDE DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE
Avec un relevé d'identité bancaire IBAN

Organisations de + de 50 adhérents : **82 €**

Organisations de - de 50 adhérents : **22 €**

Individuel : **22 €**

Règlement par chèque à l'ordre de :

L'Institut CGT d'Histoire Sociale de la Métallurgie

À adresser à :

IHS Métallurgie 94, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 PARIS

01 53 36 86 38 | ihsgas@free.fr

L'adhésion inclut *Les Cahiers d'histoire de la Métallurgie*



Nom & prénom :

Organisation :

Adresse :

Tél. :

Mail :

Table des matières

Avant propos	p. 5
Introduction	p. 7
Le métier d'historien	p. 9
Déontologie et méthode historique	p. 11
Les dix commandements de l'historien	p. 17
La reproduction d'iconographie	p. 19
Construire sa bibliographie	p. 23
Quelques indications bibliographiques	p. 24
Maisons d'éditions en histoire sociale	p. 31
Outils numériques pour l'historien	p. 33
Localiser ses ressources	p. 34
Accéder en ligne aux documents	p. 37
Accéder aux fonds d'archives	p. 41
Se tenir informé	p. 47
Les IHS CGT sur internet	p. 53
Table des matières	p. 57



FACE À LA PERTE D'AUTONOMIE ET AU HANDICAP, LA MACIF SE MOBILISE POUR PROPOSER DES SOLUTIONS CONCRÈTES :

Ainsi, des prestations Aidants&Aidés sont incluses dans nos contrats **Garantie Santé** et **Garantie Autonomie** pour faciliter le quotidien et préserver la santé des aidants, à chaque moment clé ou à **chaque situation de rupture qu'ils rencontrent avec la personne aidée** : aide administrative et bilan de l'aidant, bilan de l'habitat, aide à domicile, aide au répit et assistance psychologique⁽¹⁾.

Pour tisser le lien de la solidarité avec les aidants, rendez-vous sur le site aveclesaidants.fr

Pour plus d'information sur nos contrats, rendez-vous en point d'accueil

(1) Les garanties et prestations sont accordées dans les conditions et limites fixées aux contrats.



Les contrats Garantie Santé et Garantie Autonomie proposés par la Macif sont assurés par des mutuelles régies par le livre II du Code de la mutualité et adhérentes à la Mutualité Française

MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue Pied de Fond 79000 Niort.



Prix : 5 €
ISBN : 978-2-9556245

IHS CGT métallurgie
94 rue Jean-Pierre Timbaud
75011 Paris

